

Grâce à un réseau de membres actifs au Việt Nam et à travers le monde, le Parti pour la Réforme du Việt Nam (Việt Tân) veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques

Sài Gòn : 27 jours de protestation pacifique pour la justice sociale



Durant 27 jours, un nombre grandissant de paysans venus de 18 départements ont manifesté pacifiquement devant le Bureau de représentation de l'Assemblée nationale pour protester contre la corruption du gouvernement et la confisca-

tion des terres. Cet acte de désobéissance civique a rassemblé jusqu'à 2000 personnes certains jours. Pour que les autorités centrales entendent leurs griefs, les paysans, dont de nombreuses femmes âgées, ont bravé la mousson, le blocus des autorités qui ont empêché le ravitaillement en nourriture et vêtements, et d'autres formes d'harcèlement et d'intimidation policière.

embarquer les quelques 600 manifestants devant le Bureau de représentation de l'Assemblée nationale à Sài Gòn. La police a bouclé le quartier, brouillé la réception des téléphones portables, puis embarqué les manifestants dans les autocars. Les manifestants ont été ramenés dans leurs provinces.

Sommaire

- 1 27 jours de protestation pacifique à Sài Gòn
- 6 Les députés américaines Zoe Lofgren et Loretta Sanchez écrivent au président vietnamien
- 7 En guise de remerciements...
- 8 Le parlement européen condamne les violations des droits de l'homme au Việt Nam.

Le 7 juillet, les protestataires ont formé un comité de représentation et lancé un appel à l'Assemblée nationale « d'intervenir rapidement et de protéger les citoyens en conformité avec les lois de la République Socialiste du Việt Nam. »

Le 18 juillet à 23 heures, les autorités communistes vietnamiennes ont mobilisé un millier de policiers en uniforme et en civil pour briser

A ce jour, aucun des appels des citoyens en colère, ceux qui ont manifesté à Sài Gòn tout comme ceux qui protestent à Hà Nội dans le jardin public Mai Xuan Thuong, n'ont été entendus par le Parti Communiste Vietnamien.

En conséquence, le mouvement populaire pour la justice sociale au Việt Nam continuera de grandir. Les protestations de masse dans les jours et mois à venir constituent une partie du « pouvoir du peuple » qui est en train de se former dans le pays.

Le fil de la protestation...

Vers 10h du matin **le 22 juin 2007**, des résidents de la province de Tien Giang se rassemblent dans la ville de Tien Giang, au 11 rue Ly Chien Thang, et louent des ferry-boats et d'autres véhicules dans le but de gagner la capitale économique Sài Gòn. Ils veulent demander au gouvernement de restituer toutes leurs propriétés confisquées. Cependant, ils sont stoppés par la police et leurs véhicules sont saisis.

Le 23 juin, déterminés à protester devant le bureau n° 2 de représentation de l'Assemblée nationale, situé au 194 rue Hoang Van Thu dans l'arrondissement Phu Nhuan, les résidents de Tien Giang tentent de rallier Sài Gòn en utilisant toutes sortes de véhicules.

Mme Hoa, une des protestataires, crie à l'injustice parce que les fonctionnaires du gouvernement ont recouru à la force pour confisquer leurs propriétés. Les citoyens en colère de Tien Giang exigent la restitution de leurs propriétés. Ils espèrent que les Vietnamiens à l'étranger et la communauté internationale appuieront leur demande.



Lorsque les protestataires arrivent sur place, on leur dit que le bureau est fermé durant le week-end, et qu'ils doivent revenir le lundi 25. Malgré leur situation difficile, les habitants de Tien



Giang décide de rester à Sài Gòn jusqu'à ce que leur problème soit réglé.

Le 24 mai dernier, le même groupe de citoyens en colère était déjà venu au bureau n° 2 de représentation de l'Assemblée nationale pour crier à l'injustice. Mais ils avaient été dispersés par la police. Aujourd'hui, leur problème restant entier, ils reviennent avec bien plus de détermination, décidés à rester jusqu'à ce que les autorités centrales trouvent une solution.

À 9 heures du matin **le lundi 25 juin**, madame Hoa informe ses proches que plus de 200 citoyens de Tien Giang manifestent leur colère devant le bureau de représentation de l'Assemblée nationale. D'autres seraient en chemin pour les rejoindre. Malgré la fatigue des dernières journées, le moral des protestataires est solide. Ils sont résolus à faire entendre leur voix et ils ne se contenteront pas de promesses sans lendemain comme par le passé, dit madame Hoa.

Les officiels du gouvernement ont promis d'ouvrir une enquête sur la corruption éventuelle des fonctionnaires de Tien Giang, corruption qui aurait mené à la confiscation des terres des citoyens en colère. Madame Hoa dit que l'enquête démarrera dès le lendemain matin.

Dans l'après midi du 25 juin,

deux bus ont déposé près de deux cents manifestants devant le Bureau n°2 de Représentations de l'Assemblée Nationale. Ceux là viennent de Vung Tau et Ba Ria et ont subi les mêmes confiscations qu'à Tien Giang. Ils se joignent donc aux premiers pour crier leur injustice. Mais à la différence des habitants de Tien Giang, ceux de Vung Tau et Ba Ria sont retournés chez eux le soir du 25 juin, après avoir reçu la promesse qu'une enquête serait ouverte pour examiner leurs cas.

Le 26 juin, au cinquième jour de la protestation, le nombre de citoyens en colère approche les 300. Malgré les promesses des autorités faites en début de semaine, aucune enquête n'a débuté pour faire la lumière sur les confiscations illégales des propriétés à Tien Giang. Les gens poursuivent donc leur protestation pacifique.



Le 28 juin, les effectifs policiers monte à une centaine de personnes. La police prévient qu'elle va disperser la manifestation. Malgré cette annonce, les protestataires ne bougent pas et s'attendent à être malmenés par la police. Les manifestants, au nombre de 250, sont répartis en deux groupes égaux. L'un est collé aux grilles avec les banderoles, face vers le bâtiment. L'autre groupe est dos au bâtiment et fait face à la police qui est à l'extérieur.



Le 30 juin, certains protestataires ont été dupés et amenés au commissariat du 114 rue Pham Van Chi, 1er arrondissement de Sài Gòn. Une femme a été brutalisée par la police. Ses vêtements ont été déchirés et elle n'a pas été autorisée à se servir de son téléphone portable. Nous avons perdu sa trace après ces événements.

Une autre personne âgée a été blessée par la police. Les protestataires appellent désespérément à l'aide. Ils appellent les saïgonnais à se joindre à eux pour réclamer justice. Ils appellent les vietnamiens de l'étranger à alerter les media internationaux pour faire savoir les mauvais traitements dont ils sont victimes de la part des fonctionnaires corrompus.

Le 2 juillet, après avoir pu rétablir le contact avec madame Cao Que Hoa, nous avons appris qu'elle a été brièvement interpellée par la police. Madame Hoa a également pu s'entretenir avec certains médias étrangers.

Selon madame Hoa, d'autres citoyens en colère de Binh Phuoc, An Giang, Bac Lieu, Hau Giang, Ben Tre, Kien Giang, Co Do, Ba Ria et Vung Tau se sont joints à ceux de Tien Giang. Il y a désormais près d'un millier de manifestants devant le bâtiment officiel.

Le 3 juillet, interviewée par la radio Nouvel Horizon, une manifestante décrit la situation suivante :

"Nous sommes à Sài Gòn de-

puis une dizaine de jours et par manque d'argent, notre situation est très précaire. Cependant, nous gardons le moral car malgré le black-out médiatique dans les journaux et télévisions d'État, d'autres personnes injustement expropriées dans d'autres villes que Tien Giang ont appris la nouvelle par le bouche à oreille et elles nous ont rejoint.

Aujourd'hui, ces nouvelles personnes ont amené du matériel de sonorisation, ce qui nous permet de crier plus fortement nos revendications."

Durant l'interview radiophonique, on entend distinctement les slogans scandés par les manifestants :

- "À bas les autorités corrompues de Tien Giang"

- "À bas les autorités corrompues de Binh Phuoc"

Ce mardi 3 juillet, ils étaient 400 à manifester devant le Bureau n° 2 de Représentation de l'Assemblée nationale, à Sài Gòn.

Le 4 juillet, un jour d'abord connu comme étant le Jour de l'Indépendance Américaine, mais, au Viêt Nam, la protestation contre les fonctionnaires corrompus continue à son 13ème jour. Les manifestants des diverses provinces se sont réunis à Sài Gòn encore tôt le matin avec des banderoles et des panneaux et ont chanté des slogans contre les fonctionnaires corrompus du gouvernement. Ils ont également dirigé des haut-parleurs vers le



Bureau n°2 de l'Assemblée nationale, déterminés à être entendu.

À 7:00 heures, avec des banderoles et des panneaux, les gens ont défilé le long de la rue Hoang Van Thu, disant : « Les personnes lésées exigent la justice, exigent la restitution de nos maisons », « On démolit des maisons pour construire la route 1A, mais le gouvernement ne fournit pas de terrain en compensation », « Le gouvernement ment et trahit le peuple ».

Actuellement, plus de dix groupes de manifestants arrivent de Tien Giang, Kien Giang, Binh Duong, un Giang, Ben Tre, Dong Thap, Long An, Binh Thuan, Binh Phuoc, la zone 4 – Sài Gòn. À un moment donné, le nombre de manifestants a atteint jusqu'à 800 personnes. En dépit d'une pluie violente, plus de cent personnes ont brandi des panneaux et des banderoles tandis que les autres s'étaient mises à l'abri.

La police a confisqué et effacé la mémoire du téléphone portable et des appareils-photo utilisés par les manifestants tandis qu'elles étaient à l'intérieur du bureau de l'Assemblée nationale. Personne n'a été autorisé à prendre des photos ou à enregistrer les manifestants.

Les manifestations durent depuis presque deux semaines et en dépit de l'attention internationale, les 600 journaux, magazines, radio et stations de télévision détenus et gérés par l'État vietnamien ont complètement ignoré la manifestation.

Le 5 juillet, le nombre des manifestants monte à un millier. Voici un extrait de l'interview des manifestants par Radio Nouvel Horizon:

« Bonjour chers auditeurs, ici Nguyen Hoang Thanh Tam (NHTT) dans une émission spéciale destinée à vous donner les dernières nouvelles sur la manifestation des citoyens lésés de la province de Tien Giang et de beaucoup de provinces voisines devant le Bureau n°2 de l'Assemblée nationale.

Aujourd'hui nous sommes le jeudi 5 juillet 2007. La manifestation en est à son treizième jour. Malgré sa durée de presque deux semaines la force de la manifestation n'a pas diminué, comme vous pouvez l'entendre dans cet enregistrement sonore.

Tôt ce matin, nous pouvions parler avec Mme Thao, une jeune femme de Sài Gòn qui est présente ici pour aider les citoyens lésés et pour nous apporter les dernières nouvelles. Mme Thao a rapporté qu'en date d'aujourd'hui, le nombre de personnes venues de toutes les provinces proches a atteint plus de mille. Mme Thao a été suivie de près par des policiers en civil qui surveillent chacun de ses mouvements depuis ce matin. »

NHTT : Bonjour, je suis Nguyen Hoang Thanh Tam et j'appelle depuis l'Australie. Je suis un journaliste de Radio Nouvel Horizon.

Mme Hoa : Je m'appelle Cao Que Hoa. [...] Il y a 7 provinces actuelles, d'abord Tien Giang, puis Binh Duong, Ben Tre, Long An, Dong Thap, Kien Giang, An Giang. Nous sommes très nombreux, plus de 1000 personnes ici et elles hurlent toutes « À bas le gouvernement corrompu. À bas les autorités corrompues de Tien Giang ». Les gens d'autres provinces chantent des slogans semblables. Cela devient vraiment bruyant. Ils appellent le

« gouvernement, au secours ! » en plus du « régime corrompu ».



CE QUI SUIT EST UN JOURNAL TENU PAR UNE HABITANTE DE SÀI GÒN, MADAME LU THI THU DUYEN.

Vendredi 6 juillet, il pleut. Les manifestants sont trempés et plusieurs tombent malades par manque d'abris. On laisse la place sous les porches aux femmes âgées pour qu'elles s'abritent de la mousson. Les manifestants s'encouragent mutuellement et veulent tenir jusqu'au retour du Premier ministre Nguyen Tan Dung de son voyage officiel en Inde.

Des policiers en civil empêchent un jeune homme de vendre des boissons aux manifestants. Celui-ci a attendu la tombée de la nuit et que les policiers s'éloignent pour revenir. Quelle bande de lâches ! Tous les ans, ils s'autofélicitent avec plein de médailles et de titres pompeux comme « les héros des forces armées excellent dans la protection du pays, pour la paix et le bonheur du peuple ! »

Samedi 7 juillet. J'ai lu l'annonce disant que le gouvernement recevrait les doléances des citoyens dans un autre bureau de l'Assemblée nationale, au 210 rue Vo Thi Sau, 3^{ème} arrondissement. Les manifestants ont rit en lisant cette annonce car ils ont été promenés de bureau en bureau de-

puis 3 ans. Leurs plaintes ont été jetées dans les corbeilles à papiers ou bien vendues pour le recyclage du papier. Les manifestants disent qu'ils vont publier une pétition demandant au Premier ministre de fermer cet autre bureau afin d'économiser l'argent public.

Il a plu si fortement cet après-midi que personne n'a pu aller acheter de la nourriture. Nous avons appelé un restaurant à proximité pour être livrés. La femme qui nous a livrés a dû regarder autour d'elle avant d'apporter la nourriture. Aujourd'hui, il y a moins de policiers en civil patrouillant aux alentours. Parmi les policiers, quelques uns ont encore une conscience. Ils ont sympathisé avec les manifestants.

Dimanche 8 juillet, les citoyens de Long An et Tien Giang sont retournés chez eux pour se ravitailler en vêtements et matériels. Durant les 4 derniers jours, le gouvernement a fermé les grilles du bâtiment pour empêcher quiconque d'entrer dans la cour. C'est douloureux de voir les vieilles femmes s'allonger à même le sol. À cause du manque d'eau potable pour se laver, beaucoup commencent à avoir la diarrhée et des infections cutanées sur tout le corps. Moi-même qui suis l'une des plus jeunes du groupe, je dois prendre des anti-inflammatoires tous les jours. Ignorant la rumeur répandue par la police secrète selon laquelle je serais une espionne infiltrée parmi les manifestants, Mlle Vu Thanh Phuong et moi, nous avons apporté des médicaments tous les jours. Je sais bien qu'ils (la police secrète) cherchent à prendre leur revanche sur moi par tous les moyens car j'ai été volée et maintenant je dénonce les méfaits du gouvernement communiste.

Lundi 9 juillet, plusieurs officiels du Comité Central du Parti Communiste sont venus inviter les manifestants à rentrer dans



leurs villes pour répondre à leurs doléances au niveau local. Les manifestants se sont concertés et quelques uns sont rentrés pour vérifier ce qui se passerait là bas, pendant que les autres resteraient sur place. Si le gouvernement réussit cette fois-ci à réduire au silence les citoyens en colère, ils fermeront sûrement le bureau de représentation de l'Assemblée nationale qui a dû cesser toutes ces activités à cause des manifestants qui campent dans la cour et dans les rues proches.

Mardi 10 juillet. Ce matin, les gens de Bêñ Tre ont manifesté dans les rues de Sài Gòn pour demander l'intervention du Premier ministre dans la résolution du conflit. Les manifestants ont également demandé l'ouverture du bâtiment qui leur servirait d'abri en cas de pluie. Mais ils n'ont obtenu aucune réponse. Voilà à quoi ressemble le gouvernement communiste vietnamien, qui se proclame « par le peuple et pour le peuple. »

Mercredi 11 juillet. Ma sœur Thu Trang et moi, nous marchons dans les rues de Sài Gòn avec les gens de Bêñ Tre, Tieng Giang, Kien Giang, Binh Thuan et Binh Dinh. Nous sommes 39. À chaque pas, nous sommes accompagnés par la police qui empêche tout contact entre nous et les passants. Lorsque la pluie est tombée, nous nous sommes réfugiés dans la cathédrale Notre Dame de Sài Gòn. Là aussi, les policiers nous ont empêchés de discuter avec les passants. À 13 heures, nous sommes revenus devant le bureau de l'Assemblée nationale, pour apprendre que la police nous a volé 50 cartons de nouil-

les instantanées donnés par un anonyme.

Aujourd'hui, c'est le 9^{ème} jour après que je me suis jointe aux manifestants et je ne sais toujours pas quand le Premier ministre entendra les cris des paysans du Sud qui ont perdu leur maisons, leur terre ? La corruption est galopante et se répand partout alors que le gouvernement central reste apathique et n'a pas de solution pour résoudre les problèmes. Le gouvernement peut cacher la vérité aux gens à l'intérieur du Viêt Nam, mais il ne peut pas le cacher à la communauté internationale et aux vietnamiens de l'étranger. Après ce conflit, ces gens auront une autre image des plus hautes autorités communistes vietnamiennes.

FIN DU JOURNAL DE MADAME LU THI THU DUYEN.

17 juillet, le moine dissident vietnamien Thich Quang Do fait une rare apparition publique pour soutenir les centaines de protestataires à Sài Gòn, appelant les manifestants à pousser pour des élections pluripartistes.

Selon le Bureau International d'Information du Bouddhisme basé à Paris, le vénérable Thich Quang Do, leader en second de l'Église Bouddhique Unifiée du Viêt Nam (EBUV) a donné ce mardi 300 million de dongs (environ 20 000 dollars) pour ravitailler en nourriture et matériel les manifestants.

« Je suis venu ici pour partager votre peine et votre humiliation. Comme vous, l'Église Bouddhique Unifiée du Viêt Nam est également une victime du régime. Dès 1975, nous avons été dépouillés de nos terres, nos écoles, nos pagodes. [...] Pour mettre un terme à cette situation, il faut que nous demandions jusqu'au bout les droits de l'homme, la justice et l'égalité sociale. [...] Pour obtenir tout cela, il faut



mettre fin à la dictature. Car c'est la dictature qui apporte ces maux et ces injustices. Il faut que nous demandions un système politique pluraliste, multipartiste qui représente réellement les 80 millions de vietnamiens... »

Jeudi 19 juillet, la police vietnamienne anti-émeute brise à Sài Gòn une manifestation rassemblant des centaines de personnes qui exigent une indemnisation pour la saisie de leur terre, déclarent des témoins.

Après avoir toléré une longue protestation de 27 jours, la police armée pénètre mercredi en fin de nuit dans le camping improvisé situé à l'extérieur des bureaux de l'Assemblée nationale, puis pousse les manifestants dans des autobus partant vers leur province de résidence. Un des protestataires indique que la dispersion s'est déroulée sans violence.

« La police a tiré d'un coup sec vers le bas toutes les tentes, les bannières et les panneaux. Ils ont conduit des groupes de protestataires dans un autobus jusqu'à ce qu'il fût complètement rempli, puis ils ont fait remplir le deuxième autobus », déclare un témoin, Sinh, à la radio Nouvel Horizon.

« Ils n'ont pas eu besoin de frapper qui que ce fût parce que personne n'avait plus la force de résister. » a-t-il ajouté. □



Protestations des députés américaines Lofgren et Sanchez

24 juillet 2007

**Son Excellence
Le Président Triet**

Copie à l'ambassade du Viêt Nam
1233 20th Street, NW #400
Washington, DC 20036

Monsieur le Président,

Je vous écris pour vous faire part de ma grande déception à propos du traitement des manifestants pacifiques, à Ho Chi Minh ville le 18 juillet 2007. Je crois savoir qu'environ 1500 policiers ont été chargés de disperser un sit-in pacifique de 1700 paysans. J'ai vu des rapports indiquant qu'environ 30 paysans ont été gravement blessés par des violences policières.

En tant que membre du Congrès qui a plaidé pour les droits de l'homme au Viêt Nam, je suis très préoccupée par **ses** rapports sur les violences policières lors d'un sit-in pacifique. Je suis particulièrement préoccupée car vous avez récemment rendu visite à la présidente de la Chambre, Nancy Pelosi, le 22 juin, et elle vous a dit l'importance du respect des droits de l'homme dans la relation entre le Viêt Nam et les États-Unis. Elle et d'autres membres du Congrès ont dit clairement que pour assurer l'approfondissement de cette relation le Viêt Nam doit s'engager fermement dans la promotion des droits de l'homme.

En fait, avant l'accession du Viêt Nam à l'Organisation Mondiale du Commerce, vous avez affirmé

avec le président Bush que le respect des droits de l'homme doit être une part inexorable de l'intégration du Viêt Nam dans la communauté mondiale. Ces idées furent répétées par le président Bush durant votre récente visite aux États-Unis.

Compte tenu de votre discussion sur l'importance des droits de l'homme lors de votre rencontre avec la présidente Pelosi et les membres du Congrès, je suis déçue et inquiète des rapports sur les brutalités policières à Ho Chi Minh ville le 18 juillet 2007. J'espère voir le gouvernement vietnamien s'intéresser vraiment aux droits de l'homme. La succession sans fin de rapports sur la violation des droits de l'homme au Viêt Nam lors des derniers mois empêche le peuple des États-Unis de croire que le Viêt Nam respecte les droits de l'homme au niveau que l'on attend de la part d'un partenaire commercial et d'un membre de la communauté internationale.

J'aimerais vous entendre dire, sans intermédiaire, pourquoi ces actions violentes ont été entreprises par la police contre des manifestants pacifiques.

Respectueusement,



**Zoe Lofgren,
député démocrate
de Californie.**



Loretta Sanchez, député démocrate de Californie.

Monsieur le président Triet,

Je vous écris pour exprimer ma forte déception à propos du traitement des protestataires pacifiques à Sài Gòn le 18 juillet 2007. Je crois savoir qu'approximativement 1500 policiers vietnamiens ont été déployés pour casser un sit-in pacifique d'environ 1700

paysans. J'ai vu des rapports indiquant qu'une trentaine de paysans ont été sérieusement blessés à cause de l'action violente de la police.

En tant que membre du Congrès qui représente une nombreuse communauté vietnamo-américaine, je suis très préoccupée par ces rapports sur la violence policière durant cette manifestation pacifique. Je suis d'autant plus préoccupée que vous avez rendu visite au Président Bush le 22 juin et qu'il vous a dit l'importance des droits de l'homme dans les relations entre les États-Unis et le Viêt Nam. Plus précisément, le Président Bush a déclaré durant votre conférence de presse commune qu'il vous avait dit ceci :

J'ai très clairement affirmé que pour renforcer nos liens, il est important pour nos amis qu'ils s'impliquent fortement en faveur des droits de l'homme, de la liberté et de la démocratie. J'ai expliqué ma forte conviction que les sociétés s'enrichissent quand les peuples sont autorisés à s'exprimer librement eux-mêmes et à pratiquer leur culte librement.

Cette déclaration sur l'importance des droits de l'homme pour les États-Unis est une suite à la conférence de presse commune entre vous-même et le Président Bush le 17 novembre 2006. Le communiqué de presse mentionne à nouveau l'importance des droits de l'homme :

Le Président Bush explique la Stratégie Nationale des États-Unis sur la Sécurité, qui souligne l'importance pour la paix mondiale et la stabilité du développement d'un respect total des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans chaque pays. Le Président Triet a informé le Président Bush de la récente promulgation des lois et décrets sur la liberté religieuse qui seront appliqués dans toutes les localités vietnamiennes. Les deux dirigeants ont également fait remarquer l'importance des progrès continus dans le dialogue bilatéral sur les droits

de l'homme et ils ont réaffirmé qu'il doit être compréhensif, constructif et assujéti à des résultats.

Vu l'importance des droits de l'homme dans vos discussions avec le Président Bush en novembre 2006 et en juin 2007, je suis déçue et interpellée par les rapports sur la brutalité policière à Sài Gòn le 18 juillet. Je souhaite voir le Gouvernement vietnamien accorder une attention sérieuse aux droits de l'homme. Les rapports continus sur les atteintes aux droits de l'homme au Viêt Nam au cours des derniers mois ne permettent pas de convaincre le peuple américain que le Viêt Nam respecte les normes en matière des droits de l'homme comme on pourrait s'y attendre de la part d'un partenaire commercial et membre de la communauté internationale.

J'aimerais vous entendre dire directement pourquoi ces actions violentes ont été entreprises par la police contre des protestataires pacifiques.

Respectueusement,

Loretta Sanchez
Membre du Congrès

En guise de remerciements...

J'ai passé 100 jours en prison et j'ai retrouvé la liberté

Je ne peux pas exprimer par écrit toute ma gratitude envers tous les soutiens que j'ai reçus de la part de mes amis et de mes proches durant cette période difficile.

Lorsque j'étais encore en prison, durant les moments de tension extrême, je me consolais en me disant : « tu peux craquer et disparaître à jamais dans ces geôles mais la liberté, la démocratie et les droits de l'homme pour notre peuple doivent être gravés dans l'esprit. Des millions de personnes partagent ces valeurs et marchent à tes côtés. »

Ma liberté m'incite à m'exprimer pour demander cette liberté en faveur de mes compagnons de lutte, de mes collègues, et en premier lieu en faveur de mon associée – maîtresse Tran Thi Thuy Trang – une personne toujours simple et modeste, qui ne cherche qu'à aider son prochain.

Ma liberté nous permet d'être fiers de la lutte persévérante et sans concession pour la justice, aussi bien sur le plan juridique qu'au niveau diplomatique. Elle montre la valeur et la force de l'unité.

De plus, je pense que ma liberté est un miracle. Entre les quatre murs de la prison, j'avais parfaitement conscience des efforts fournis aussi

bien à l'intérieur du Viêt Nam qu'à l'étranger, aussi bien sur terre que dans le ciel, depuis les soutiens des personnalités jusqu'aux prières silencieuses.

Je porte une dette surnaturelle.

Aussi, afin de tous vous remercier, je me permets de citer la Bible, un livre où chaque mot, chaque virgule a un sens : « *Jusqu'au bout j'ai combattu le beau combat, achevé ma course, gardé la Foi* » (2 Tm 4,7) [2ème Lettre de Saint Paul à Timothée, NDT].

Hà Nội, 8 juillet 2007
Le Quoc Quan, avocat.



Résolution du Parlement Européen sur le Vietnam

Le Parlement Européen,

- vu ses résolutions antérieures sur le Vietnam,

- vu la déclaration de la Présidence au nom de l'Union européenne, du 15 mai 2007, sur la condamnation de défenseurs des droits de l'homme au Vietnam,

- vu l'accord de coopération de 1995 entre l'Union européenne et la République socialiste du Vietnam,

- vu le Pacte international sur les droits civils et politiques, que le Vietnam a ratifié en 1982,

- vu l'article 115, paragraphe 5, de son règlement,

A. considérant que, depuis mars 2007, plus de quinze dissidents ont été condamnés à de lourdes peines de prison et d'assignation à résidence,

B. considérant que cette répression vient après une année 2006 d'ouverture politique, qui avait vu l'éclosion de partis indépendants et démocratiques, que de nombreux Vietnamiens (intellectuels, avocats, journalistes, artistes, prêtres, citoyens) manifestent de l'intérêt pour la cause démocratique et qu'il y a de multiples appels en faveur de la démocratie,

C. considérant que la pétition pour plus de démocratie, lancée par le blog Web prodémocratique et réformateur 8406 et signée par 118 activistes, a marqué le début d'un véritable mouvement démocratique sur Internet,

D. considérant que la tolérance du régime vietnamien à l'égard de ce foisonnement de la dissidence démocratique a soulevé de grands espoirs et permis à la République socialiste du Vietnam de se faire accepter dans l'Organisation mondiale du commerce, de se faire retirer de la liste américaine des violateurs de la liberté religieuse (liste CPC, ou Countries of particular concern - pays particulièrement préoccupants) et de se faire octroyer par le Congrès américain le bénéfice de la clause sur les relations commerciales normales permanentes (PNTR),

E. considérant que, malgré les appels constants et répétés de la communauté internationale, le patriarche de l'Église bouddhiste unifiée du Vietnam, Thich Huyen Quang (87 ans), et son adjoint, Thich Quang Do (79 ans), lauréat du prix Rafto 2006 des défenseurs des droits de l'homme, sont détenus sans procès dans leur monastère depuis 1982, au seul motif qu'ils se sont faits les avocats déterminés de la liberté religieuse, des droits de

l'homme et de la démocratie; considérant que, du seul fait de leur appartenance à l'Église bouddhiste unifiée du Vietnam, les membres des comités provinciaux, que cette Église a établis dans vingt provinces pauvres pour venir en aide aux plus démunis, sont victimes de harcèlements, interrogatoires, intimidations et menaces continuels,

F. considérant que la reconnaissance des mouvements religieux par voie d'enregistrement reste minime et inégale, avec, par exemple, 50 "églises domestiques" ("house churches") protestantes reconnues sur les 4 000 qui en ont fait la demande, et que l'enregistrement de ces congrégations doit être renouvelé tous les ans,

G. considérant que, en février 2007, une manifestation de 200 chefs bouddhistes khmers kroms pour la liberté religieuse a été réprimée par la force dans la province de Soc Trang, que cinq d'entre eux ont été condamnés, le 10 mai suivant, à des peines





De gauche à droite : les dissidents Nguyen Van Ly, Nguyen Phong, Nguyen Binh Thanh, Nguyen Van Dai, Le Thi Cong Nhan et Tran Quoc Hien

de deux à quatre ans d'emprisonnement pour "trouble de l'ordre public" et que les persécutions religieuses dont souffrent les Khmers Kroms se doublent d'une assimilation forcée,

H. considérant que, les minorités ethniques des hauts plateaux du Nord et du Centre sont toujours victimes de discriminations, de confiscations de leurs terres et de violation de leur liberté religieuse, que seulement 38 groupes religieux sont reconnus dans le Nord-Ouest et que ni les ONG indépendantes ni les journalistes n'ont eu librement accès aux hauts plateaux pour se rendre compte de la situation réelle des Montagnards rapatriés du Cambodge,

I. considérant que tous les dissidents arrêtés depuis mars 2007 l'ont été sur la base d'atteintes à la législation sur la "sécurité nationale", comme la "propagande contre la République socialiste du Vietnam" (article 88 du code pénal) ou la tentative de "renverser le gouvernement" (article 79); que ces incriminations du chef d'atteinte à la "sécurité nationale" ont été jugées incompatibles avec le droit international par le Comité des droits de l'homme de l'ONU, par le rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse et par le groupe

de travail sur la détention arbitraire, qui ont tous demandé leur annulation ou leur révision,

J. considérant que le Vietnam bénéficie des aides financières de l'Union européenne et de ses États membres dans le cadre de la "Stratégie de développement du système juridique" et de la "Stratégie de réforme judiciaire",

K. considérant que le Vietnam continue d'organiser des procès sans respect pour la présomption d'innocence, pour les droits de la défense ou pour l'indépendance des juges, comme l'ont montré les procès du prêtre catholique Nguyen Van Ly (30 mars 2007), de Nguyen Van Dai et de Le Thi Cong Nhan (11 mai 2007),

L. considérant que l'abrogation du décret 31/CP de 1997 sur la "détention administrative" ne peut pas faire oublier l'application persistante de l'ordonnance 44/2002/PL-UBTVQH10 sur "le Règlement des violations administratives", laquelle élargit les possibilités de détention sans procès des dissidents et reprend la vieille et sinistre pratique du

placement des dissidents en hôpital psychiatrique, dont est victime l'avocate Bui Thi Kim Thanh, internée depuis novembre 2006 pour avoir aidé à défendre leurs droits les paysans victimes d'injustices,

M. considérant que l'Union européenne est le plus important partenaire commercial du Vietnam, qui bénéficie déjà du Système de préférences généralisées (SPG) de l'Union européenne,

N. considérant qu'au mois de mars 2007, la Commission européenne a décidé d'augmenter de 30% l'aide au Vietnam pour la période 2007-2013 (304 millions d'euros), destinée pour une large part à des actions en matière de gouvernance et de droits de l'homme,

1. exprime sa profonde inquiétude face à la nouvelle vague de persécutions de dissidents au Vietnam;

2. exige, par voie de conséquence, la libération immédiate et inconditionnelle de toutes les personnes détenues au seul motif



De gauche à droite : les dissidents Le Nguyen Sang, Nguyen Bac Truyen, Huynh Nguyen Dao, les vénérables Thich Huyen Quang et Thich Quang Do

qu'elles ont usé pacifiquement et légitimement de leurs droits à la liberté d'opinion, à la liberté d'expression, à la liberté de la presse et à la liberté de religion, parmi lesquelles le père catholique Nguyen Van Ly (8 ans d'emprisonnement), Nguyen Phong (6 ans), Nguyen Binh Thanh (5 ans), les avocats Nguyen Van Dai (5 ans) — tous membres d'un blog Web prodémocratique et réformateur 8406 - et Le Thi Cong Nhan (4 ans), porte-parole du Parti du progrès, Tran Quoc Hien (5 ans), représentant de l'Organisation unifiée des travailleurs-agriculteurs, le président du Parti démocratique du peuple (PDP) Le Nguyen Sang (5 ans), Nguyen Bac Truyen (4 ans), Huynh Nguyen Dao (3 ans), ainsi que les bouddhistes Hoa Hao Duong Thi Tron (6 ans), Le Van Soc (6 ans) et Nguyen Van Thuy (5 ans), Nguyen Van Tho (4 ans), le patriarche de l'EBUV Thich Huyen Quang, Thich Quang Do et Bui Thi Kim Tanh;

3. demande au gouvernement de mettre fin à toutes les formes de répression contre les personnes qui usent de leurs droits à la liberté d'expression, à la liberté de pensée et à la liberté de réunion, conformément aux normes internationales en matière de droits de l'homme; réitère son appel aux autorités pour qu'elles réforment d'urgence les dispositions relatives à la sécurité nationale et pour qu'elles fassent en sorte soit de les annuler soit de les mettre en conformité avec le droit international;

4. demande au Vietnam d'entreprendre d'authentiques réformes politiques et institutionnelles afin d'instaurer une démocratie et

**Le Parlement Européen
demande au Vietnam
d'entreprendre
d'authentiques réformes
politiques et
institutionnelles afin
d'instaurer une démocratie
et un État de droit
véritable, en commençant
par instaurer le
multipartisme, une presse
libre et des syndicats
libres;**

un État de droit véritable, en commençant par instaurer le multipartisme, une presse libre et des syndicats libres;

5. demande au gouvernement vietnamien de respecter la liberté religieuse et de restaurer le statut légal de toutes les communautés religieuses, notamment l'Église bouddhiste unifiée du Vietnam;

6. invite le gouvernement du Vietnam à mettre un terme aux discriminations contre la communauté des Montagnards;

7. se félicite de l'abrogation du décret 31/CP en tant que première étape dans la réforme judiciaire et demande au gouvernement vietnamien d'éliminer toute

forme de détention sans sauvegarde judiciaire, en particulier l'ordonnance 44 de 2002;

8. demande aux autorités vietnamiennes de mettre en œuvre les recommandations de l'ONU, en particulier du Comité des droits de l'homme dans ses conclusions de 2002, en abrogeant leur législation contraire aux droits de l'homme et en garantissant réellement les droits fondamentaux des citoyens vietnamiens, conformément au Pacte international sur les droits civils et politiques et au Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;

9. rappelle que le dialogue sur les droits de l'homme entre l'Union européenne et le Vietnam doit aboutir à des améliorations concrètes au Vietnam; invite le Conseil et la Commission à réévaluer la politique de coopération avec le Vietnam, compte tenu de l'article premier de l'accord de coopération de 1995, qui fonde cette coopération sur le respect des principes démocratiques et des droits fondamentaux;

10. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux gouvernements des États membres de l'ANASE, au Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, au Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme et au gouvernement et au parlement vietnamiens.

**Strasbourg
12 juillet 2007**

contact@viettan.org — www.viettan.org

BUREAU PRINCIPAL

2530 BERRYESSA RD. #234
San Jose, CA 95132 — USA
Tél. : (1) 408-347-8830

Fax : (1) 408-347-8730

ASIE

P.O. Box 223
Shiba, Tokyo 105-91 — JAPAN
Tél. / fax : (81) 3.3765.5317

EUROPE

BP130
92185 Antony Cedex- FRANCE
Tél. / fax : (33) 1.46.86.85.22

AUSTRALIE

P.O. Box 791
Bankstown, NSW 2200
Tél. / fax : (61) 2-9757-3072

